

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q1/CHN/1
18 septembre 2002

(02-4970)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Questions posées par les ÉTATS-UNIS concernant la notification de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 septembre 2002.

Questions des États-Unis à la Chine dans le cadre du Mécanisme d'examen transitoire au titre du paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine

1. Les États-Unis remercient la Chine de la récente notification de sa nouvelle réglementation relative aux sauvegardes.² Comme il est mentionné dans sa notification, la Chine a par ailleurs mis en application des règles provisoires concernant la réglementation notifiée qui, à notre connaissance, n'ont pas encore été notifiées au Comité des sauvegardes, contrairement à ce qui est prescrit à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes.³ Quand la Chine envisage-t-elle de notifier ces règles provisoires?

2. L'article premier de la réglementation notifiée spécifie que celle-ci est "élaborée en conformité des dispositions de la Loi sur le commerce extérieur de la République populaire de Chine ...". L'expression "Loi sur le commerce extérieur" désigne-t-elle exclusivement la Loi n° 19-586 adoptée le 12 mai 1994 par le Comité permanent du huitième Congrès national du peuple à sa septième session? Dans la négative, quelles autres lois sont applicables à la réglementation notifiée?

3. L'article 8 de la réglementation notifiée cite certains facteurs pertinents que les autorités chinoises compétentes doivent examiner pour établir la détermination de l'existence d'un dommage. Les facteurs énumérés à l'article 8 sont-ils les seuls que les autorités compétentes de la République populaire de Chine examineront en vue de déterminer l'existence d'un dommage? Comment les

¹ G/SG/N/1/CHN/2.

² G/SG/N/1/CHN/2, 28 août 2002.

³ "Règles provisoires concernant le dépôt d'une requête en vue de l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes" et "Règles provisoires de la République populaire de Chine concernant les auditions dans le cadre des enquêtes en matière de sauvegardes", mises en application par le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) le 13 mars 2002 (les "Règles provisoires"). Ces règles n'ayant pas encore été formellement notifiées à l'OMC, nos questions s'y rapportant sont fondées sur une traduction non officielle que nous avons obtenue.

autorités chinoises compétentes s'assureront-elles que "tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de [la] branche [de production]" sont évalués, comme le prescrit l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes? Par ailleurs, le paragraphe 4 de l'article 8 faisant obligation aux autorités d'examiner les autres causes possibles du dommage, il existe une relation claire entre cet article et l'article 11 de la réglementation notifiée. Ne conviendrait-il pas que les articles 8 et 11 de cette réglementation comportent des renvois réciproques pour clarifier cette relation?

4. L'article 12 de la réglementation notifiée ménage aux importateurs, aux exportateurs et aux autres parties intéressées la possibilité de présenter leurs vues et arguments. Les procédures d'application de cette disposition sont énoncées dans les *Règles provisoires de la République populaire de Chine concernant les auditions dans le cadre des enquêtes en matière de sauvegardes*. S'agissant de ces règles,

Prière de définir le sens de l'expression "autre organisation ou personne intéressée" utilisée à l'article 7.

L'article 17 dispose que le but de l'audition est de permettre aux parties d'exposer leur position et de présenter des pièces justificatives, mais qu'"il n'y aura pas de débat". Le second membre de cette phrase paraît contraire à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes, qui dispose que les parties doivent avoir "la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties". Comment la Chine se propose-t-elle de ménager aux parties la possibilité de réfuter les arguments invoqués par d'autres parties, conformément à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes?

5. Comment la Chine appliquera-t-elle les dispositions énoncées à l'article 13 de la réglementation notifiée concernant le traitement des renseignements confidentiels et la communication de résumés non confidentiels?

6. Au titre de l'article 14 de la réglementation notifiée, le MOFTEC (ou toute autre autorité compétente) envisage-t-il de publier un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles il sera arrivé sur tous les points de fait et de droit pertinents, comme il est prescrit aux articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes?

7. Les expressions "détermination préliminaire" et "détermination finale" dont il est fait mention respectivement à l'article 15 et à l'article 16 de la réglementation notifiée incluent-elles la recommandation de l'autorité compétente concernant l'adoption ou l'application d'une mesure corrective, ou ne désignent-elles qu'une détermination positive ou négative quant à un accroissement en volume des importations du produit considéré et au point de savoir si cet accroissement cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale?

8. À la différence de l'article 17 de la réglementation notifiée, qui fait mention de mesures provisoires, l'article 20 dispose que "[l]es mesures de sauvegarde peuvent prendre la forme d'une majoration des droits de douane ou d'une restriction quantitative, etc.". Trouve-t-on, dans les lois ou réglementations chinoises, un énoncé clair de tous les types de mesures de sauvegarde définitives que la (les) autorité(s) compétente(s) ont la possibilité d'appliquer? La majoration des droits de douane et/ou l'application d'un contingent sont-elles les seuls types de mesures de sauvegarde prévus par les lois et réglementations chinoises?

9. L'article 21 de la réglementation notifiée indique que si, dans sa détermination concernant l'application d'une mesure de sauvegarde définitive, le MOFTEC décide de limiter le volume des importations, il prendra cette décision et la publiera. Toutefois, si le MOFTEC "propose" que la mesure de sauvegarde définitive prenne la forme d'une majoration des droits de douane plutôt que d'un contingentement, il doit proposer ce type de mesure corrective à la Commission tarifaire du

Conseil d'État, à qui il appartiendra d'établir la détermination finale quant à l'imposition de droits de douane plus élevés. La décision du Conseil sera ensuite publiée par le MOFTEC. Sur quelle base les autorités compétentes se fondent-elles pour traiter de manière différente ces deux types de mesures?

Quelles sont les règles qui régissent la détermination des mesures de sauvegarde définitives par le Conseil d'État? Ces règles sont-elles énoncées dans les lois ou réglementations chinoises? Dans l'affirmative, où?

Prière de répondre à ces mêmes questions en ce qui concerne l'article 30 de la réglementation notifiée.

10. Les articles 22, 23 et 25 de la réglementation notifiée font mention de "régions" ainsi que de "pays". En employant le terme "régions", la Chine entend-elle désigner autre chose que ce que recouvre l'expression "Membre(s) [de l'OMC]" utilisée, par exemple, à l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes? Prière d'indiquer ce qu'il en est.

11. Pour être compatible avec les articles 7, 8 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, la troisième condition énoncée à l'article 27 de la réglementation notifiée devrait être libellée de telle façon que la conformité avec les multiples prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes relatives à la prorogation d'une mesure de sauvegarde apparaisse plus clairement. Si la troisième condition citée à l'article 27 confirme que les obligations en matière de notification et de consultation "sur le plan international" doivent être remplies avant qu'une mesure de sauvegarde puisse être prorogée, le texte est ambigu quant à ce qui est exactement requis du Membre sollicitant une prorogation. Ainsi, conformément à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes, le Membre considéré doit s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994. De même, conformément à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, le Membre doit ménager des possibilités adéquates de *consultation préalable* aux Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré. Compte tenu de la formulation ambiguë de cet article de la réglementation, comment la Chine envisage-t-elle de se conformer pleinement à toutes les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes relatives à la prorogation d'une mesure de sauvegarde?

12. L'article 32 de la réglementation notifiée, comme l'article 7 de la Loi n° 19-586 de la République populaire de Chine, dispose que si un pays ou une région applique de manière discriminatoire des mesures de sauvegarde à l'encontre d'exportations chinoises, la République populaire chinoise pourra prendre des mesures de rétorsion ou, pour reprendre les termes de l'article 32, adopter des "mesures appropriées". Qu'est-ce qui, de l'avis de la Chine, constituerait "[une application] ... discriminatoire de [] mesures de sauvegarde"? Sur la base de quelles dispositions de l'Accord sur les sauvegardes les autorités chinoises prendraient-elles de telles mesures "appropriées" et quel type de mesures prendraient-elles?
